

TRIBUNAL DE COMMERCE

QUIMPER
GREFFE

CESSION DE PARTS SOCIALES ACTE DE SOCIETE

SOCIETE

DEPOSE LE 09/03/05

ENTRE LES SOUSSIGNES :

NA 657

- Monsieur MOURRAIN Alain Guy, né à DOUARNENEZ (FINISTERE) le 1^{er} février 1952, demeurant à QUIMPER (FINISTERE) 3 place du Stivel,

Ci- après dénommé le "LE CEDANT",

D'UNE PART

-Monsieur DONNARS Pierre, né le 7 septembre 1955 à PONT-L'ABBE (FINISTERE), séparé, demeurant, 9 Rue Pierre loti 29000 QUIMPER (FINISTERE),

Ci-après dénommé "LE CESSIONNAIRE",

D'AUTRE PART

Préalablement à l'acte de cession de parts, objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

-EXPOSE-

La société A.C.F. est une Société à Responsabilité Limitée, inscrite au registre du commerce et des sociétés de QUIMPER, sous le numéro B321581894, dont le siège social est à QUIMPER (FINISTERE), Place BERARDIER.

958202

CECI EXPOSE; il est passé à la cession de parts sociales, objet des présentes

- CESSION DES PARTS SOCIALES -

Monsieur MOURRAIN Alain cède par les présentes, en s'obligeant aux garanties ordinaires de fait et de droit,

A Monsieur DONNARS Pierre, qui accepte, les cinq cent quatre vingt huit (588) parts d'un nominal de cent francs chacune, entièrement libérées, portant les numéros 913 à 1 500 inclus, qu'il détient dans le capital de la SARL ACF.

PP AM .../...

Etant observé :

- 1) Que les parts cédées sont les 588 parts attribuées à M. MOURRAIN lors de la transformation de la société en sa forme actuelle, par l'assemblée générale des associés réunie en date du 8 février 1994, ainsi qu'il résulte de l'article 8 des statuts ;
- 2) Que la présente cession n'entraîne pas l'obligation d'être agréée par les associés, étant réalisée entre eux ;
- 3) Que depuis sa transformation en S.A.R.L., le capital social fixé à 150 000 F, divisé en 1 500 parts de 100 F chacune, n'a pas subi de modifications.

Le cessionnaire sera propriétaire des parts à compter de ce jour.

Il aura droit aux revenus et bénéfices dont elles sont productives et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux dites parts, le tout à compter de ce jour.

-PRIX-

La présente cession est consentie et acceptée à raison de 481,87 F la part, au prix principal de 283 339 F.

-DECLARATION POUR L'ENREGISREMENT-

Les parties déclarent :

- Que la présente cession n'entraîne pas la dissolution de la Société.

-CLAUSE DE GARANTIE DE PASSIF-

Le cédant garantit le cessionnaire contre tout passif nouveau ne figurant pas dans les éléments chiffrés ayant servi de base à la détermination de la valeur des parts sociales. Chacune des parties reconnaît avoir eu communication du détail de ces éléments chiffrés.

L'engagement du cédant au titre de la précédente clause de garantie de passif sera en tout état de cause limitée à une proportion de 588 sur 1 500 des nouveaux passifs, hormis le cas des passifs nouveaux nés de l'action personnelle volontaire ou involontaire du cédant.



.../...

Dans le cas où la précédente clause de garantie de passif venait à devoir s'appliquer, elle supporterait une franchise de 20 000 F, montant au dessous duquel elle n'aurait pas d'effet à l'égard du cédant.

Le cédant garantit, dans la même proportion de 588 sur 1 500, les divers éléments d'actif ayant servi de base à l'estimation de la valeur des parts cédées, chaque partie reconnaissant ici avoir eu communication du détail de ces éléments.

-SIGNIFICATION-

Le présent acte de cession de parts devra être notifié à la Société.

-ENREGISTREMENT-

L'enregistrement des présentes est requis.

-POUVOIRS-

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes, pour faire tous dépôts et duplications, partout où besoin sera.

-DOMICILE-

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leurs demeures respectives sus indiquées.

-FRAIS-

Tous les frais, droits et honoraires des présentes sont à la charge du cessionnaire, qui s'y oblige.

Fait à Quimper
Le 21 janvier 1997

En six exemplaires

Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DE QUIMPER OUEST
Le 17/01/2005 Bordereau n°2005/51 Case n°2
Enregistrement : 2 073 € Pénalités : 1 684 €
Timbre : 45 € Pénalités : 34 €
Total liquidé : trois mille huit cent trente-six euros
Montant reçu : trois mille huit cent trente-six euros
L'Agent

Pour le Receveur Divisionnaire
L'agent Principale

Marie-Cécile BERNUGAT

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

-Monsieur DONNARS Pierre, né le 7 septembre 1955 à PONT-L'ABBE (FINISTERE), séparé, demeurant, 9 Rue Pierre loti 29000 QUIMPER (FINISTERE),

Ci- après dénommé le "LE CEDANT",

D'UNE PART

-Monsieur DONNARS Cédric, célibataire, né le 11 octobre 1979 à QUIMPER (FINISTERE), demeurant, 9 Rue Pierre loti 29000 QUIMPER (FINISTERE),

Ci-après dénommé "LE CESSIONNAIRE",

D'AUTRE PART

Préalablement à l'acte de cession de parts, objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

-EXPOSE-

La société A.C.F. est une Société à Responsabilité Limitée, inscrite au registre du commerce et des sociétés de QUIMPER, sous le numéro B321581894, dont le siège social est à QUIMPER (FINISTERE), Place BERARDIER.

CECI EXPOSE; il est passé à la cession de parts sociales, objet des présentes

- CESSION DES PARTS SOCIALES -

Monsieur DONNARS Pierre, cède par les présentes, en s'obligeant aux garanties ordinaires de fait et de droit,

A Monsieur DONNARS Cédric qui accepte, 1 (une) part d'un nominal de cent francs, entièrement libérée, portant le numéro 1 499, qu'il détient dans le capital de la SARL ACF.

PD

CD

.../...

Etant observé :

- 1) Que la part cédée est une part acquise de M. MOURRAIN par acte séparé le même jour, ainsi qu'il résulte de l'article 8 des statuts ;
- 2) Que depuis sa transformation en S.A.R.L., le capital social fixé à 150 000 F, divisé en 1 500 parts de 100 F chacune, n'a pas subi de modifications.

Le cessionnaire sera propriétaire de la part à compter de ce jour.

Il aura droit aux revenus et bénéfices dont elle est productive et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ladite part, le tout à compter de ce jour.

-PRIX-

La présente cession est consentie et acceptée au prix principal de 481,87 F.

-DECLARATION POUR L'ENREGISREMENT-

Les parties déclarent :

- Que la présente cession n'entraîne pas la dissolution de la Société.

-CLAUSE DE GARANTIE DE PASSIF-

Le cédant garantit le cessionnaire contre tout passif nouveau ne figurant pas dans les éléments chiffrés ayant servi de base à la détermination de la valeur des parts sociales. Chacune des parties reconnaît avoir eu communication du détail de ces éléments chiffrés.

L'engagement du cédant au titre de la précédente clause de garantie de passif sera en tout état de cause limitée à une proportion de 1 sur 1 500 des nouveaux passifs, hormis le cas des passifs nouveaux nés de l'action personnelle volontaire ou involontaire du cédant.

MD

CA

.../...

Le cédant garantit, dans la même proportion de 1 sur 1 500, les divers éléments d'actif ayant servi de base à l'estimation de la valeur des parts cédées, chaque partie reconnaissant ici avoir eu communication du détail de ces éléments.

-SIGNIFICATION-

Le présent acte de cession de parts devra être notifié à la Société.

-ENREGISTREMENT-

L'enregistrement des présentes est requis.

-POUVOIRS-

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes, pour faire tous dépôts et duplications, partout où besoin sera.

-DOMICILE-

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leurs demeures respectives sus indiquées.

-FRAIS-

Tous les frais, droits et honoraires des présentes sont à la charge du cessionnaire, qui s'y oblige.

Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DE QUIMPER OUEST

Lc 02/12/2005 Bordereau n°2005/132 Case n°8

Ext 787

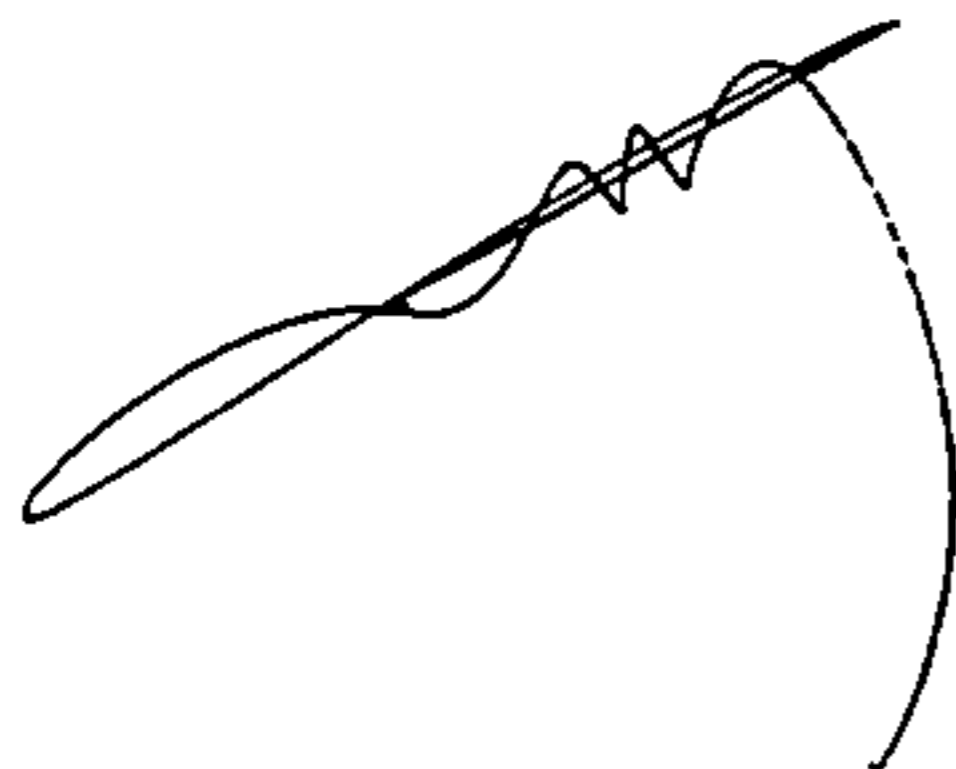
Sylviane
Contrôleuse

Enregistrement	: 15 €	Pénalités	: 13 €
Timbre	: 18 €	Pénalités	: 14 €
Total liquidé	: soixante euros		
Montant reçu	: soixante euros		

La Contrôleuse

Fait à Quimper
Le 21 Janvier 1997

En quatre exemplaires



CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

-Monsieur DONNARS Pierre, né le 7 septembre 1955 à PONT-L'ABBE (FINISTERE), séparé, demeurant, 9 Rue Pierre loti 29000 QUIMPER (FINISTERE),

Ci- après dénommé le "LE CEDANT",

D'UNE PART

- Mademoiselle DONNARS Pauline, né le 5 mars 1985 à PAPEETE (POLYNESIE FRANCAISE), demeurant, 9 Rue Pierre loti 29000 QUIMPER (FINISTERE),

Ci-après dénommé "LE CESSIONNAIRE",

D'AUTRE PART

Préalablement à l'acte de cession de parts, objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

-EXPOSE-

La société A.C.F. est une Société à Responsabilité Limitée, inscrite au registre du commerce et des sociétés de QUIMPER, sous le numéro B321581894, dont le siège social est à QUIMPER (FINISTERE), Place BERARDIER.

CECI EXPOSE ; il est passé à la cession de parts sociales, objet des présentes

- CESSION DES PARTS SOCIALES -

Monsieur DONNARS Pierre, cède par les présentes, en s'obligeant aux garanties ordinaires de fait et de droit,

A Mademoiselle DONNARS Pauline, qui accepte, 1 (une) part d'un nominal de cent francs, entièrement libérée, portant le numéro 1 500, qu'il détient dans le capital de la SARL ACF.

PD



.../...

Etant observé :

- 3) Que la part cédée est une part acquise de M. MOURRAIN par acte séparé le même jour, ainsi qu'il résulte de l'article 8 des statuts ;
- 4) Que depuis sa transformation en S.A.R.L., le capital social fixé à 150 000 F, divisé en 1 500 parts de 100 F chacune, n'a pas subi de modifications.

Le cessionnaire sera propriétaire de la part à compter de ce jour.

Il aura droit aux revenus et bénéfices dont elle est productive et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ladite part, le tout à compter de ce jour.

-PRIX-

La présente cession est consentie et acceptée au prix principal de 481,87 F.

-DECLARATION POUR L'ENREGISREMENT-

Les parties déclarent :

- Que la présente cession n'entraîne pas la dissolution de la Société.

-CLAUSE DE GARANTIE DE PASSIF-

Le cédant garantit le cessionnaire contre tout passif nouveau ne figurant pas dans les éléments chiffrés ayant servi de base à la détermination de la valeur des parts sociales. Chacune des parties reconnaît avoir eu communication du détail de ces éléments chiffrés.

L'engagement du cédant au titre de la précédente clause de garantie de passif sera en tout état de cause limitée à une proportion de 1 sur 1 500 des nouveaux passifs, hormis le cas des passifs nouveaux nés de l'action personnelle volontaire ou involontaire du cédant.

DD

Paulo Dans

.../...

Le cédant garantit, dans la même proportion de 1 sur 1 500, les divers éléments d'actif ayant servi de base à l'estimation de la valeur des parts cédées, chaque partie reconnaissant ici avoir eu communication du détail de ces éléments.

-SIGNIFICATION-

Le présent acte de cession de parts devra être notifié à la Société.

-ENREGISTREMENT-

L'enregistrement des présentes est requis.

-POUVOIRS-

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes, pour faire tous dépôts et duplications, partout où besoin sera.

-DOMICILE-

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leurs demeures respectives sus indiquées.

-FRAIS-

Tous les frais, droits et honoraires des présentes sont à la charge du cessionnaire, qui s'y oblige.

Enregistré à : RECETTE DIVISIONNAIRE DE QUIMPER OUEST

Le 02/02/2005 Bordereau n°2005/132 Case n°7

Lxi 786

Enregistrement : 15 € Pénalités : 13 €

Timbre : 18 € Pénalités : 14 €

Total liquidé : soixante euros

Montant reçu : soixante euros

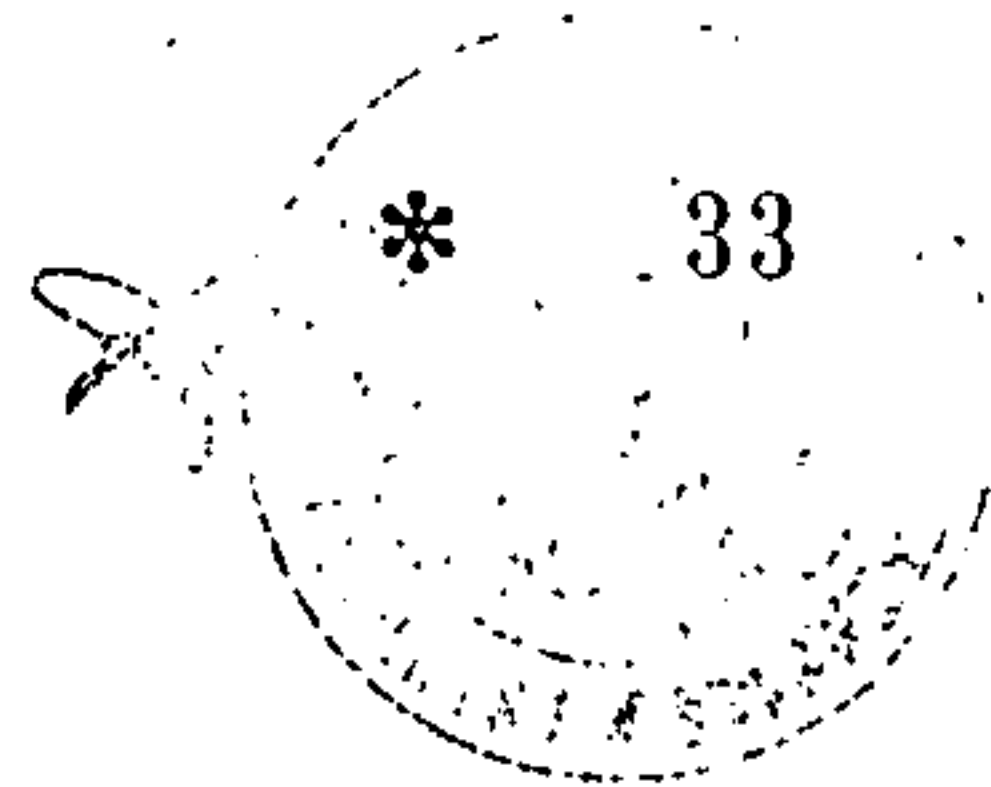
Fait à Quimper
Le 21 Janvier 1997

En quatre exemplaires

Signature
Contrôleuse
Comptable

PD
Signature

Signature



PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
EN DATE DU 1er JUILLET 1996

=====

L'An Mil Neuf Cent Quatre Vingt Seize, le premier Juillet à quatorze heures, les associés de la SARL "ASSISTANCE COMPTABLE ET FISCALE" Société à Responsabilité Limitée au capital de CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (F 150 000), divisé en MILLE CINQ CENT (1 500) parts sociales de CENT FRANCS (100 F) chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire au siège social, Place Bérardier à QUIMPER (FINISTERE), sur convocation faite par la gérance.

L'assemblée est présidée par Mr DONNARS Pierre, cogérant.

Monsieur Le Président constate que sont présents :

* Mr DONNARS Pierre, propriétaire de NEUF CENT DOUZE parts, ci	912 parts
* Mr MOURRAIN Alain, propriétaire de CINQ CENT QUATRE VINGT HUIT parts, ci	588 parts

Total des parts présentes	1 500 parts
	=====

Les associés présents possèdent la totalité des parts sociales.

L'assemblée étant ainsi en mesure de délibérer valablement est déclarée régulièrement constituée.

Mr le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Rémunération des gérants.
- Agrément de nouveaux associés.
- Modification exceptionnelle de la date d'arrêté des comptes sociaux.

Enfin Monsieur Le Président déclare la discussion ouverte. Après échange de vues, le Président met aux voix les résolutions suivantes, figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

=====

L'Assemblée Générale décide que la rémunération des gérants, à compter de ce jour, est ramené provisoirement à zéro franc pour durée qu'il y aura lieu de fixer ultérieurement.

Cette résolution, mise au voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

=====

Les associés agréent autant que de besoin comme nouveaux associés :

-Mr DONNARS Cédric né le 17/10/1979 à QUIMPER (FINISTERE).

-Melle DONNARS Pauline née le 05/03/1985 à PAPEETE (POLYNESIE FRANCAISE).

Cette résolution, mise au voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

=====

L'Assemblée Générale décide de fixer la clôture de l'exercice, à titre exceptionnel, au 30/06/1996. Le prochain arrêté aura lieu le 31/08/1997.

Cette résolution, mise au voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

=====

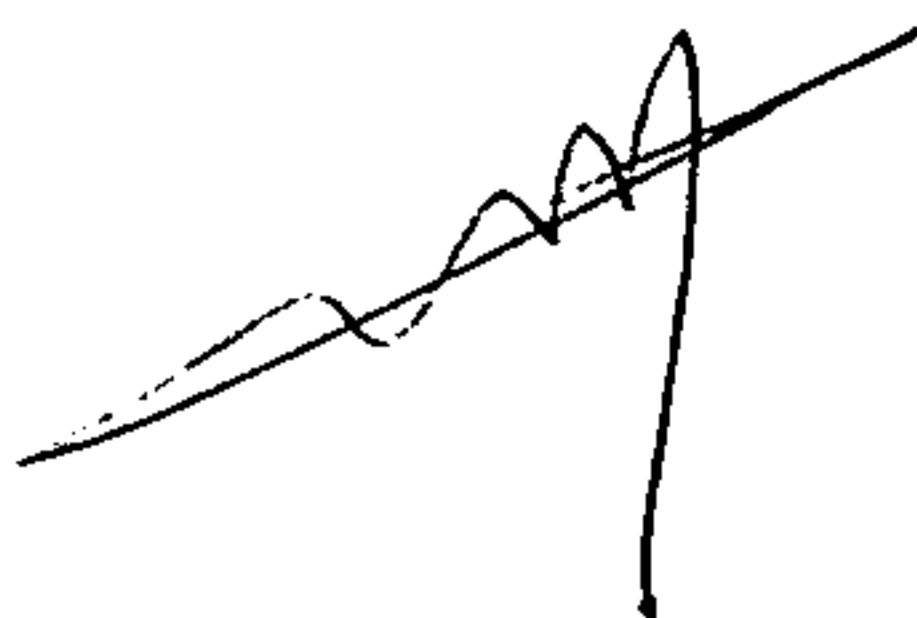

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'original ou d'une copie des présentes, ou d'un extrait, pour accomplir toutes les formalités nécessaires.

Cette résolution, mise au voix, est adoptée à l'unanimité.

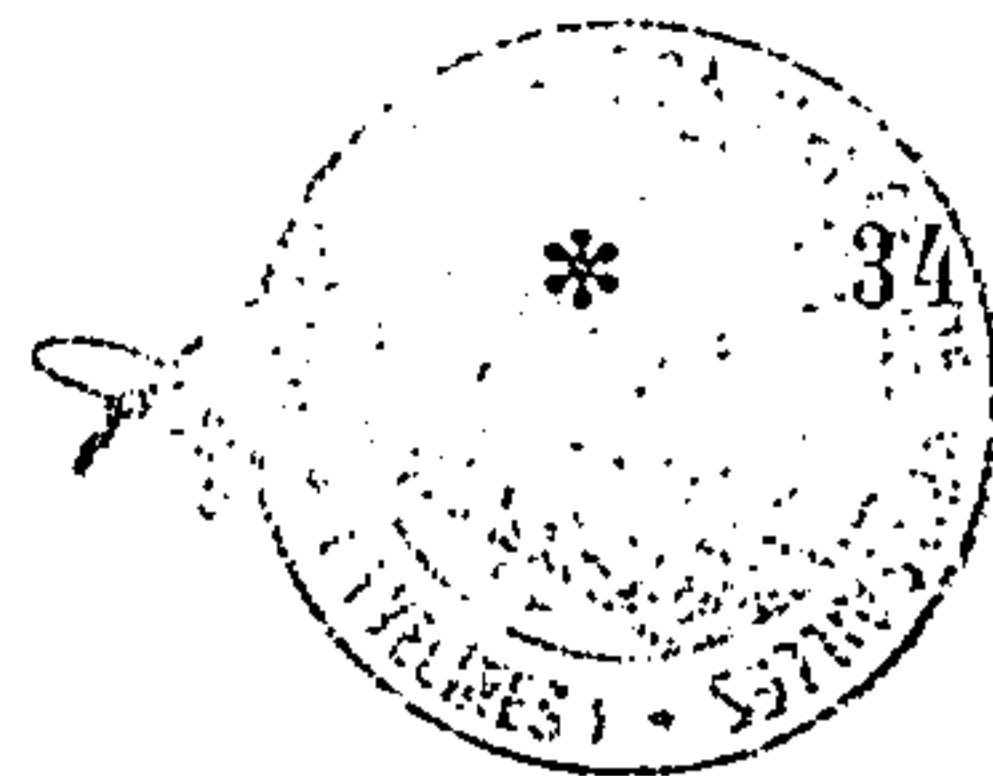
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 14 heures trente.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès verbal.

*Ce type d'ajout
est autorisé*



PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE EN DATE DU 30 DECEMBRE 1996



=====

L'An Mil Neuf Cent Quatre Vingt Seize, le trente Décembre à quatorze heures, les associés de la SARL "ASSISTANCE COMPTABLE ET FISCALE" Société à responsabilité Limitée au capital de CENT CINQUANTE MILLE FRANCS (F 150 000), divisé en MILLE CINQ CENT (1 500) parts sociales de CENT FRANCS (100 F) chacune, se sont réunis Place Bérardier à QUIMPER (FINISTERE), sur convocation faite par la gérance.

L'assemblée est présidée par Mr DONNARS Pierre, gérant.

Monsieur Le Président constate que sont présents :

* Mr DONNARS Pierre, propriétaire de MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX HUIT parts, ci	1 498 parts
* Mr DONNARS Cédric, propriétaire d'UNE part, ci.....	1 part
* Melle DONNARS Pauline propriétaire d'UNE part, ci.....	1 part
	----- 1 500 parts

Les associés présents possèdent la totalité des parts sociales.

L'assemblée étant ainsi en mesure de délibérer valablement est déclarée régulièrement constituée.

Monsieur Le président dépose devant l'assemblée et met à la disposition de ses membres :

- Le rapport de la gérance sur les opérations de l'exercice,
- Les comptes annuels de l'exercice clos le 30 juin 1996.

Puis le Président déclare que les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social à compter du jour de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Lecture du rapport de gestion du gérant sur la marche de la société et présentation par le gérant, des comptes de l'exercice clos le 30 juin 1996.
- Approbation desdits comptes et conventions, quitus aux gérants ;
- Affectation des résultats de l'exercice ;
- Constatation de l'unicité de la gérance ;
- Rémunération du gérant à compter du 01/01/1997.

Enfin Monsieur Le Président déclare la discussion ouverte.

Après échange de vues, et personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION
=====

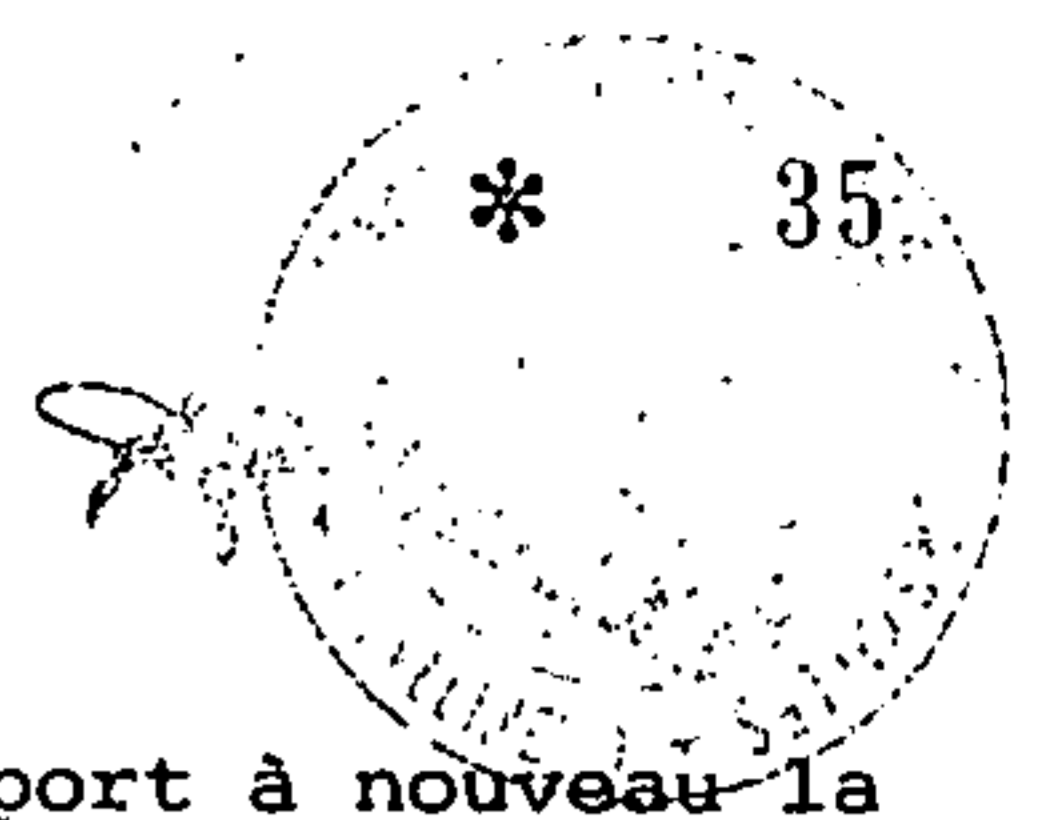
L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture de rapport de la gérance sur les opérations de l'exercice 1995/96, approuve les comptes et le bilan de cet exercice tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport.

Cette résolution, mise au voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION
=====

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée donne à la Gérance quitus de l'exécution de son mandat pour l'exercice 1995/96.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



TROISIEME RESOLUTION

=====

L'Assemblée Générale décide d'affecter en report à nouveau la totalité du résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 38 004 Francs.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

=====

L'Assemblée Générale constatant que Mr MOURRAIN a cédé les parts sociales qu'il détenait dans le capital de la société, en date rétroactivement du 1er juillet 1996, confirme autant que de besoin, Mr DONNARS Pierre, comme gérant unique de la société depuis le 01/07/1996.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

=====

L'assemblée générale fixe la rémunération du gérant unique à un montant mensuel de 17 500 F à compter du 1er Janvier 1997.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

=====

Tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'original ou d'une copie des présentes ou d'un extrait pour accomplir toute formalité nécessaire.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 14 heures 30.

De tout ce qui précède il a été dressé le présent procès verbal.

*Le Président
Raymond de la Roche*

**AUDIT.COMPTABILITE.FINANCE.
DONNARS ET ASSOCIES - SARL**

STATUTS

=====

Les soussignés :

- **Mr DONNARS Pierre, Expert Comptable et Commissaire aux Comptes inscrit** demeurant à QUIMPER (FINISTERE), 9 Rue Pierre Loti, né à PONT L'ABBE (FINISTERE) le 07 Septembre 1955, de nationalité française, séparé de corps et de biens de Mme CRAFF Laurence, née le 26 Janvier 1957 à QUIMPER (Finistère).

- **Mr DONNARS Cédric**, demeurant à QUIMPER (FINISTERE), 9 Rue Pierre Loti, Célibataire, né le 11 octobre 1979 à QUIMPER (FINISTERE).

- **Melle DONNARS Pauline**, demeurant à QUIMPER (FINISTERE), 9 Rue Pierre Loti, Célibataire, née le 05 Mars 1985 à PAPEETE, TAHITI, POLYNESIE FRANCAISE.

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée.

Article 1 : FORME

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés à responsabilité limitée, ainsi que sur l'organisation et l'exercice de la profession d'Expert-Comptable, et de commissaire aux comptes et par les présents statuts.

Article 2 : DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est **AUDIT.COMPTABILITE.FINANCE - DONNARS ET ASSOCIES**, et par abréviation **A.C.F. DONNARS ET ASSOCIES**.

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société à Responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la circonscription de l'Ordre, où la société est inscrite et à la Compagnie des Commissaires aux Comptes.

Article 3 : OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice de la profession d'Expert Comptable et de Commissaire aux Comptes, telles qu'elles sont définies par l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et la loi modifiée du 24 Juillet 1966 et telles qu'elles pourraient l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises de toute nature, à l'exception, et sous le contrôle du Conseil Régional de l'Ordre, de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, ainsi que celle exerçant l'activité de Commissaire aux Comptes, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre ou à la Compagnie, ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses associés Experts-Comptables ou Commissaires aux Comptes, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à QUIMPER, (FINISTERE) 1 Rue du 19 Mars 1962.

Il pourra être transféré dans la même ville, par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 : CAPITAL SOCIAL

Le capital est de VINGT DEUX MILLE HUIT CENT SOIXANTE SEPT EUROS TRENTE CINQ CENTIMES (22 867,35 €).

Il est divisé en 1 500 parts sociales de 15,2449 € chacune, numérotées de 1 à 1 500 et entièrement libérées.



Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues à cet effet par les dispositions législatives et réglementaires.

En cas d'augmentation du capital social par création de parts sociales nouvelles, tout associé a un droit préférentiel de souscription proportionnellement au montant de ses parts, pendant un délai qui sera fixé par la décision portant cette mesure. Tout associé peut renoncer à ce droit préférentiel de souscription, et ce aux termes de ladite décision.

Article 7 : AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

Article 8 : CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

1 - Le capital social est fixé à cent cinquante mille francs divisé en mille cinq cent parts de cent francs chacune entièrement libérées, numérotées de 1 à 1500 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

A Monsieur DONNARS Pierre, à concurrence de 1 498 parts sociales portant les numéros de 1 à 1 498 ci	1498
A Monsieur DONNARS Cédric, à concurrence de 1 part sociale portant le numéro 1499 ci	1
A Mademoiselle DONNARS Pauline, à concurrence de 1 part sociale portant le numéro 1500 ci.....	1

Soit au TOTAL 1 500 PARTS représentant le capital social, ci	1 500

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

2 - La liste des associés sera communiquée au conseil régional de l'Ordre des Experts-Comptables et à la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous les tiers intéressés.

3 - Les trois quarts du capital et des droits de vote doivent être détenus par des Experts-Comptables inscrits au tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance modifiée du 19 septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des parts de la présente société, celles-ci ne seront prises en compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts que les experts-comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts composant son capital.

4 - Les trois quarts du capital social doivent être détenus par des commissaires aux comptes, et les trois quarts des associés doivent être des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions de l'article 218 de la loi modifiée du 24 juillet 1966.

Si une société de commissaires aux comptes vient à détenir une participation dans le capital de la présente société, les associés non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de vingt cinq pour cent de l'ensemble du capital des deux sociétés.

5 - Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social.

Article 9 : RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Article 10 : AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des parts sociales anciennes contre les parts sociales nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 8 des présentes sur les quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels Experts-Comptables ou Commissaires aux Comptes.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 11 : TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelques titres que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui est faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt aux taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent acte, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

La signification par voie d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

2 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.

Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droits non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4 - Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 12 : EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du Tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant sa radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 8 des présentes pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du code civil.

Article 13 : INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 14 : RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE DES ASSOCIES

Les experts-comptables et les commissaires aux comptes assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque expert-comptable et de chaque commissaire aux comptes en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert-comptable et du commissaire aux comptes ainsi que du visa ou de la signature sociale.

Article 15 : GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts-comptables et commissaires aux comptes et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 16 : DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 17 : MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Article 18 : ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1er Octobre et finit le 30 Septembre de l'année suivante.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 19 : AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 20 : CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera de faire accepter l'arbitrage soit du Président du Conseil régional de l'Ordre des Experts-Comptables, soit du Président de la Compagnie régionale des Commissaires aux Comptes, suivant l'objet du litige.

Article 21 : JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES - ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription.

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés à l'adresse prévue du siège social.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 22 : PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance.

Mr DONNARS Pierre est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à QUIMPER, Le 08/09/2003

En 8 exemplaires originaux

*Centipède
Compagnie
Pierre Donnars*
